



Royaume des Pays-Bas



ENSEMBLE POUR LA SÉCURITÉ ET LA PAIX À L'EST DE LA RDC **ESPER**

NEGOCIATIONS DES ACCORDS DE PARTENARIAT AVEC LES STRUCTURES DE GOUVERNANCE SECURITAIRE EN PROVINCE DE L'ITURI



Le programme « Ensemble pour la Sécurité et la Paix à l'Est de la République Démocratique du Congo », en sigle ESPER, lancé officiellement le 1^{er} décembre 2020 à Goma dans la capitale du Nord Kivu, est implémenté dans trois (3) Provinces notamment l'Ituri, les Nord & Sud Kivu avec comme objectif : contribuer à la stabilisation à travers la promotion et l'amélioration de la gouvernance sécuritaire et judiciaire ainsi que la cohésion sociale dans l'Est de la République Démocratique du Congo.

Résultat 1 : La gouvernance sécuritaire est renforcée par des mécanismes de planification et de monitoring inclusifs et participatifs de la sécurité et de la justice ;

Résultat 2 : L'offre de justice et de sécurité par les autorités locales devient effective, redevable, accessible aux communautés et répondant à leurs besoins ;

Résultat 3 : Les autorités gouvernementales à différents niveaux prennent action et permettent/facilitent aux acteurs majeurs de sécurité à adresser les défis les plus importants identifiés aux niveaux locaux. A travers ce résultat, une place particulière est accordée au lobbying et plaidoyer en s'appuyant notamment sur des diagnostics inclusifs, des rapports de vérification de la mise en œuvre des plans d'action de sécurité, des preuves documentées à travers des recherches approfondies sur des défis sécuritaires (les économies de conflits liées aux groupes armés /les tracasseries/ la commercialisation du chanvre, des boissons prohibées et fortement alcoolisées, etc.).

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de ce programme en Ituri, durant le mois de Février et de Mars 2021, sous les auspices du Ministère provincial de l'Intérieur, avec l'appui financier du Royaume des Pays Bas et l'appui technique de VNG International, ont été organisés les ateliers de négociation des accords cadre de partenariat avec les structures de gouvernance sécuritaire, notamment les Comités Locaux de Sécurité, ci-après « CLS », des Territoires de Djugu, d'Irumu et de Mahagi.

Ces différentes séances ont été couplées avec le renforcement des capacités des membres de Comité de Sécurité sur le fonctionnement des CLS et des CLSP (Conseil Local pour la Sécurité de Proximité) ainsi que sur le suivi d'implémentation des plans d'action de sécurité de ces entités élaborés

précédemment sous le projet du Consortium intégré pour la Stabilisation et la Paix à l'Est de la République Démocratique du Congo, en sigle CISPE, financé par le Royaume des Pays Bas.

Par ailleurs, cette activité a assigné l'objectif de soutenir et appuyer les CLS pour encadrer la participation inclusive des couches représentatives des populations locales dans le processus de sécurisation et de stabilisation axé sur la mise en œuvre inclusive des plans d'action de sécurité de chaque territoire, afin de permettre aux CLS d'atteindre les performances exigées par les contrats de financement basés sur la performance.

Les négociations conclues entre les Territoires susmentionnés ont, d'une part, défini les démarches à suivre en vue de conduire le programme dans les normes et règles établies par commun accord entre les CLS et VNG International. C'est dans ce contexte que les engagements des parties, en lien avec les résultats attendus du partenariat pris, sont sous la coordination du Gouverneur de province et l'accompagnement technique du Ministère provincial et des coachs provinciaux formés et outillés en gouvernance sécuritaire participative et inclusive au mois de décembre 2020 par les Experts de l'Inspection Générale de la Territoriale pour accompagner de manière pratique l'exécution du programme ESPER au niveau de chaque province.

Lesdites négociations ont eu la chance d'être approfondies et amendées d'une manière participative, inclusive et explicite entre les parties prenantes et ayant abouti à la validation pendant les séances et la signature des accords par les Administrateurs des Territoires de Djugu, Irumu et Mahagi par VNG International et le Lead du consortium (VNGI & Cordaid).

Lors de ces séances, les participants ont été constitués d'acteurs étatiques et non étatiques suivants les niveaux provincial (Ministre provincial de l'intérieur, Directeur de cabinet adjoint du Gouverneur de Province, le chargé de mission du STAREC, les coachs provinciaux et représentant de la Coordination provinciale des Organisation de la Société Civile) et local (Administrateurs du territoire et les membres du CLS (ATA, ANR, DGM, FARDC, PNC, Justice civile et militaire, des chefs coutumiers, représentants des OSC, représentants des communautés socio-ethniques, représentants des organisations des femmes et des jeunes, représentants des déplacés, représentants des peuples autochtones et les confessions religieuses).

D'autre part, le renforcement des capacités de Comités de sécurité et le suivi de mise en œuvre des Plans d'Action de Sécurité (PAS) ont pu outiller les membres des CLS et les Organisations de la Société Civile à travers les thèmes ci-après : *la présentation du programme ESPER, l'organisation et fonctionnement de Comités Locaux de Sécurité et les Conseils Locaux pour la Sécurité de Proximité, les missions et attributions des autorités territoriales en rapport avec la sécurité, la vision de l'autorité provinciale sur la gouvernance sécuritaire et locale, la gouvernance sécuritaire dans la gestion du territoire, la stabilisation et le processus de paix en Ituri (FRPI et DDRC), les Principes de gouvernance sécuritaire et de redevabilité en matière de protection des civils (3P et 3R) ainsi que les problèmes et enjeux sécuritaires des Territoires concernés.*

Présenté par le Coordonnateur des programmes de VNG International en Ituri, Monsieur Jean-Paul Soroba, le programme ESPER est conçu pour contribuer à la stabilisation et à la restauration de l'Etat de droit tout en promouvant et améliorant la gouvernance sécuritaire et judiciaire ainsi que la cohésion sociale dans la partie Est de la RDC.

Pour renchérir sur le propos du Coordonnateur, plusieurs autres présentations ont été faites à l'intention de l'auguste assemblée afin de mieux comprendre et cerner les enjeux du programme ESPER ainsi que le fonctionnement des structures de gouvernance sécuritaire dont le CLS et CLPS.

A tour de rôle, le Directeur Adjoint du cabinet du Gouverneur en charge des questions politiques, administratives et judiciaires, Monsieur Herve Tibasima, a fait son exposé sur la vision de l'autorité provinciale sur la paix, la stabilisation, la bonne gouvernance et la restauration de l'autorité de l'Etat.

Pour matérialiser sa vision, il s'appuie également sur les apports des partenaires techniques et financiers dont VNG International à travers les programmes ESPER et ESPAD.

Dans ses exposés, Monsieur Godefroid Kwanza, Inspecteur provincial de la territoriale, a démontré d'une part que la gouvernance sécuritaire est une approche ou mode de gestion de la sécurité, utilisée dans la territoriale, qui prend en compte les problèmes, les besoins réels et attentes de la population à la base en matière de sécurité et de protection. Elle passe à travers les cadres de concertation impliquant aussi bien les acteurs étatiques que non étatiques en utilisant des outils appropriés tels que l'analyse approfondie des problèmes et menaces sécuritaires en vue des solutions durables. L'Inspecteur provincial démontre d'autre part que la gouvernance sécuritaire est une approche sur la mission des autorités locales en vue du développement harmonieux des entités à la base.

S'agissant de la présentation sur les CLS et CLSP, Monsieur Peter Nzima, Conseiller principal au ministère provincial de l'intérieur, a signifié que ce sont les deux structures de gouvernance et cadre de gestion au quotidien de la sécurité intra et extra frontalière dans une entité tant décentralisée que déconcentrée.

Le Comité Local de Sécurité n'a pas de personnalité juridique. C'est une instance administrative d'échange et de décision, un cadre de concertation entre les acteurs chargés de la sécurité au niveau du territoire, tandis que le CLSP possédant la personnalité juridique est créé pour améliorer la relation et restaurer la confiance entre la police et la population dans un partenariat actif pouvant contribuer à la résolution des problèmes sécuritaires, dans le cadre de Police de Proximité au niveau des Commune, Chefferie et Secteur.

Quant au thème sur la stabilisation et le processus de paix en Ituri, le Chargé des missions STAREC, Monsieur Jean Marc Mazio, a fait savoir qu'en dépit de dilemmes sécuritaires, il est du devoir de tout le monde de créer des conditions favorables pour la paix et le rétablissement de l'ordre institutionnel dans la Province de l'Ituri.

Ces dilemmes sécuritaires sont le produit de la nature patrimoniale de la société, provoquant la faiblesse et la fragmentation des institutions de défense et de sécurité. D'où la nécessité d'une nouvelle approche pour l'atténuer à savoir la Démobilisation, le Désarmement et la Réinsertion Communautaire, DDR-C en sigle, avec comme objectif global de créer les conditions favorables pour la paix, la sécurité et le développement dans la Province de l'Ituri.

Du point de vue des problèmes et enjeux sécuritaires dans les territoires sous analyse, la sécurité des personnes et de leurs biens, comme partout ailleurs, reste la priorité pour les entités ayant des groupes armés, notamment les FRPI, le Mai Mai, l'ADF, le FPIC, FDBC Sambasa, ZAIRE, plusieurs autres factions de la CODECO, etc.

La présence des groupes armés occasionne des conséquences énormes telles que le déplacement massif de population, les tueries, le kidnapping, les destructions des symboles et édifices de l'Etat, les pillages, les vols des bétails, les viols, les incendies de maisons, la circulation des armes, érection des barrières illégales par les groupes armés, tracasseries...

De cette instabilité, on note aussi l'afflux migratoire des prétendus sujets Banyabwisha et Bakonjo, des conflits fonciers en tous genres, des limites administratives et de pouvoirs coutumiers, la paralysie des activités économiques, la catastrophe naturelle liée à l'inondation du Lac Albert créant des problèmes sécuritaires.

Pour clôturer avec la série des présentations, le Commissaire Supérieur Adjoint de la Police, Monsieur Justin Bukasa Makelela, a tablé sur la réforme du secteur de la sécurité et particulièrement la police de proximité. Celle-ci est une approche sécuritaire commune qui renforce la relation entre les citoyens et la police se fondant sur 6 principes dont les 3P « Proximité, Partenariat, Prévention » et les 3R « Résolution des problèmes, Redevabilité et Respect des Droits de l'Homme ». Ces principes permettent le rapprochement entre la police et la population pour une meilleure gestion sécuritaire de l'entité tant au niveau local que provincial.

A la fin de chaque exposé, un moment de questions et réponses a été ouvert entre les participants et les experts gouvernementaux ainsi que VNG International pour une compréhension commune de la gouvernance sécuritaire et de la réponse que le programme ESPER peut apporter à la stabilisation et à la restauration de l'autorité de l'Etat ainsi que de l'Etat de droit dans la Province de l'Ituri.

